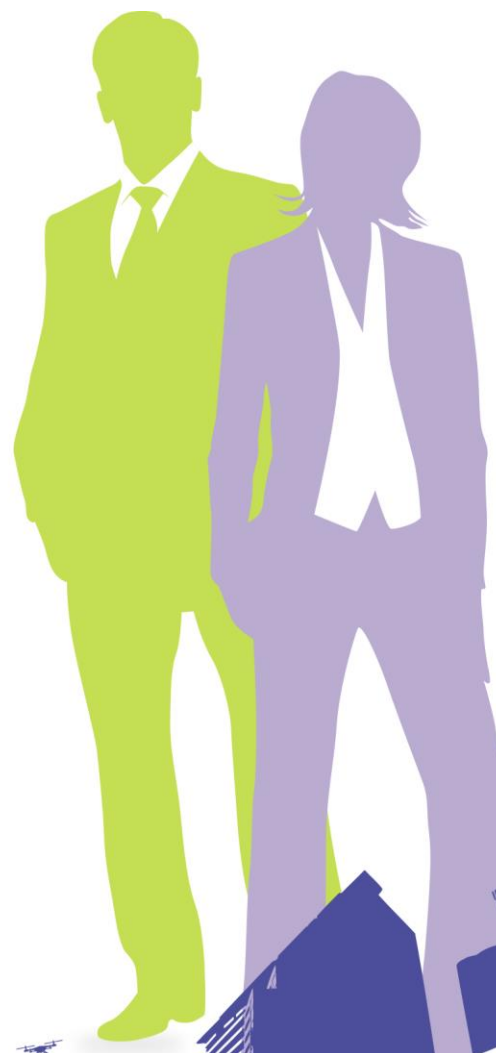


Annexe 2

La fin du salariat ?



IESF
SOCIÉTÉ DES INGÉNIEURS ET
SCIENTIFIQUES DE FRANCE



La fin du salariat ?

Que penser sur le fond des analyses développées aujourd'hui sur ce thème ?

En quoi celles-ci peuvent-elles alimenter les réflexions de la communauté des ingénieurs ?

Synthèse

La réussite de la société Uber dans la mise en place d'un système totalement inédit de transport à la demande de particuliers, reposant sur l'appel au cas par cas à des chauffeurs se mettant à disposition de manière occasionnelle a fait l'objet d'analyses et de commentaires multiples.

Il a été souligné que la nouvelle approche, fondée sur l'utilisation d'une plate-forme de mise en relation d'une offre et d'une demande, conduisait à l'émergence d'un nouveau statut de travailleur indépendant, sollicité pour intervenir sans contrat salarial sur des missions précises limitées dans le temps, et que l'on pouvait imaginer derrière le développement de la formule une forme de disparition, ou au moins d'effacement, du salariat traditionnel.

Ce scénario agité en forme d'épouvantail par de nombreux commentateurs, reste pour le moment une conjecture, qui n'est pas étayée par des statistiques incontestables. Il concerne surtout des activités de nature assez spécifiques (importance de la mise en relation offre et demande, compétences mobilisées de niveau modeste).

Cette évolution pose néanmoins aux ingénieurs deux questions :

- Est-elle transposable aux emplois d'ingénieurs ?
- Est-il souhaitable qu'elle soit, et alors comment ?

Plusieurs éléments de réponse factuels peuvent être donnés sur le premier point

- On peut identifier deux formules fonctionnant en gros sur un schéma voisin
 - Les Juniors entrepris, qui fournissent des services ponctuels à des entreprises souhaitant bénéficier de l'expertise d'un élève-ingénieur



- Les associations de retraités qui mettent à disposition à la demande pour des missions limitées dans le temps certains de leurs membres, soit bénévolement (OTECI, AGIR, EGEE) soit contre des rémunérations forfaitaires (ITG portage salarial, ECTI, seniors-enligne-fr.com)

D'une manière générale l'emploi d'indépendants reste assez marginal en France par rapport à plusieurs autres pays, comme le Royaume-Uni ou l'Italie. On peut considérer qu'en France le recours à une expertise temporaire externe pour des missions d'amplitude variable, passe principalement par les sociétés de service, dont le développement a été spectaculaire, puisqu'il correspond à des taux d'externalisation très élevés de 80% ou plus en informatique, de 50-60 % en R&D, et sans doute de plus de 50% pour l'ingénierie.

Sur la deuxième question de l'intérêt d'imaginer le développement de telles formules, on peut avancer l'idée que cette voie mériterait d'être explorée

- En partant d'une mobilisation à la marge de compétences d'ingénieurs pour des interventions d'intérêt collectif
- En travaillant dans le cadre d'une aire géographique bien délimitée
- En s'inscrivant dans une action pilotée par une organisme ou en entité supposée servir une ambition de développement
 - Autorités régionales
 - CCI
 - Pôles de compétitivité

Il n'est donc pas déplacé de suggérer le développement de telles initiatives, dont on observera le caractère original et motivant pour les intéressés...

1 Un thème accrocheur de plus en plus évoqué.

Le thème de la fin du salariat a été régulièrement évoqué ces derniers temps dans les médias (sans parler de quelques ouvrages), en étant régulièrement présenté comme une évolution structurelle en marche, à prendre sérieusement en considération, de mise en cause des formes traditionnelles du travail.

Ces réflexions, plus ou moins élaborées, mettent le plus souvent en épingle le phénomène dit "d'Ubérisation", où une plate-forme de mise en relation entre des clients désireux ici d'être transportés sur une courte distance et des chauffeurs acceptant d'être mobilisés de manière occasionnelle, conduit à transformer ceux-ci en prestataires uniquement rémunérés à la course, au détriment des chauffeurs de taxis artisans ou salariés.

Tous les analyses associent au développement de telles plates-formes (qui peut être imaginé dans de nombreux domaines, comme l'hébergement, l'octroi de crédits bancaires, ou les interventions de dépannage...) un mouvement de fond susceptible de modifier structurellement la relation entre le



consommateur et la personne en charge de la prestation, avec généralisation supposée d'un statut d'indépendant ou d'autoentrepreneur.

Il faut observer que les analyses mentionnées n'argumentent pas directement pour imaginer une régression profonde du salariat, et admettent que leurs hypothèses ne reposent pour le moment sur aucune évolution statistique repérée.

Les évolutions présentées sont imaginées concerner un avenir à moyen ou long terme, sans plus de précisions.

On peut rappeler au passage que la piste d'une modification en profondeur du statut du travailleur avait été ouverte en 1995 par un rapport prospectif coordonné par Pierre Boissonnat qui proposait alors le passage à un contrat d'activité destiné à se substituer au contrat de travail traditionnel (rapport sans véritable suite, en dehors, bien plus tard, de l'auto-entrepreneuriat).

2 Revenir au fond.

Les thèses parfois assez tranchées défendues par les écrits précédents, portées indiscutablement par un phénomène de mode, font écho pour une part à un certain goût du grand public pour la présentation de menaces diffuses, sinon pour des formes plus ou moins marquées de catastrophisme. Il est utile face ces réflexions de reprendre au fond le problème posé, c'est à dire la question du statut du travail et des travailleurs.

Au-delà du fait historique que l'extension du salariat est assez largement un phénomène moderne (19^{ème} siècle), parallèle à un développement d'une organisation économique de production et d'échanges reposant sur des entreprises, plusieurs repères doivent être donnés

- Il existe dans l'emploi global un partage entre salariés (plus ou moins liés à un statut), artisans et travailleurs indépendants. (de l'ordre de 7 % et 5% d'artisans ou employeurs)
- Bien qu'à plusieurs reprises on ait prédit une croissance de la proportion d'ingénieurs à statut d'indépendants intervenant comme experts techniques mobilisés sur des missions limitées dans le temps, celle-ci est restée faible en France, à l'inverse d'autres pays comme la Belgique ou le Royaume Uni, (point qui mériterait d'être analysé)
- Le phénomène majeur observé depuis plus d'une trentaine d'années, est bien plus le développement d'une pratique généralisée d'externalisation reposant sur des sociétés d'ingénierie ou de services, qui concerne particulièrement la réalisation de projets informatiques et même de recherche-développement.

L'analyse de l'emploi technique, considérée sous cet angle, révèle ainsi une segmentation schématique entre trois grands blocs



- Des grandes entreprises placées en position plus ou moins dominantes sur un marché, qui emploient des salariés permanents (CDI) et quelques intérimaires, se concentrent sur les fonctions reconnues comme stratégiques, en organisant l'appel à des prestataires extérieurs (sous-traitants, ou sociétés de service)
- Des entreprises de taille généralement plus réduite travaillant souvent en position de sous-traitance, qui emploient elles-aussi des salariés permanents (CDI) et un peu plus d'intérimaires ou de CDD, pour s'adapter au mieux à un plan de charge variable,
- Des entreprises de services qui réalisent des projets pour le compte des deux premières catégories (ingénierie technique, informatique, Recherche appliquée) et emploient essentiellement des salariés permanents (CDI), distribués au fil du temps sur les différents projets commandés, dont la permanence garantit le fond de compétence

La grande transformation structurelle de l'emploi dans ces dernières années a été la montée impressionnante du recours aux sociétés de service du troisième type (vers les 80% pour l'informatique). Ce recours à des prestataires externes conduit à une meilleure gestion de compétences très spécialisées et semble favoriser une réactivité plus grande de structures bien conditionnées à relever des défis.

La question précise qui peut être posée, en observant la situation des autres pays, est le partage entre intervention de sociétés de services et prestataires indépendants, avec effectivement un impact sur le poids de l'emploi salarié.

Au-delà de ce panorama d'ensemble, il est difficile de ne pas mentionner le sort variable de ces différents salariés

- Les salariés de grands groupes ont des emplois plus sûrs et globalement mieux payés. Ils peuvent raisonner en termes de carrière dès lors que leurs employeurs n'apprécient pas particulièrement la mobilité (même s'ils doivent la subir). Une part importante de leur activité consiste à définir précisément le cadre de projets, dont la réalisation est largement sous-traitée. Placés dans des contextes où le discours dominant est stratégique (quels marchés à conquérir ? Quels produits à développer ?) ils sont plus préparés à gérer au mieux leurs projets, qu'à développer des démarches innovantes non conventionnelles...
- Les salariés des PME, ont des conditions matérielles légèrement moins avantageuses, mais avec la possibilité d'accéder plus aisément à des postes d'autonomie et de responsabilité
- Les salariés des sociétés de services, ont souvent, sans plus dans le domaine de l'informatique, des statuts professionnels moins enviables en se trouvant ballotés de projets en projets, et directement soumis aux volontés des donneurs d'ordre. Ils disposent malgré tout d'une assez grande autonomie pour pousser leurs solutions et chercher à se différencier de la concurrence par des approches plus originales.

La question à approfondir est donc celle de l'évolution du partage souhaitable entre les salariés des sociétés de service et les travailleurs indépendants, avec en fond l'impact du statut d'autoentrepreneur (et la possibilité de la bi-activité)



3 Prendre du recul.

Si on cherche à tirer de ces éléments quelques repères utilisables à défaut de conclusions définitives :

- La question d'une mise en cause structurelle du salariat semble concerner, malgré sa valeur symbolique forte, un segment relativement délimité de l'économie marqué
 - Par la possibilité de tirer parti de l'utilisation de plates-formes informatisées pour mettre en rapport une offre et une demande
- Par une banalisation relative des conditions nécessaires pour réaliser les prestations (exigences de qualification limitées, technicité bien circonscrite)
- Le scénario d'un effondrement de l'emploi salarial ne semble pas devoir se concrétiser à court terme, même si cette réflexion prospective invite à ouvrir un large débat sur de nouvelles formes de travail (partage) en révélant une motivation de certains acteurs économiques à limiter le salariat au profit d'un travail à la tâche, moins protecteur pour l'intervenant, mais plus aisé à gérer
- On peut juste noter au passage une tendance inverse chez les médecins à accroître la part de l'emploi salarial dans un contexte il est vrai assez différent.
- Ces évolutions semblent concerner très marginalement les ingénieurs (sinon à les voir se muer en incitateurs de plates-formes), qui ont par contre à être très attentifs
- À la question du volume général de l'emploi
- À l'arbitrage possible entre emploi en sociétés de service et emploi comme indépendant
- Un aspect indirect de ces débats sur les structures est le niveau d'autonomie accordé aux "vrais" ingénieurs. Il est limité dans les grands groupes, plus important dans les ensembles de petite taille où l'expertise technique est sans doute mieux reconnue.



00		7 302
AZ	Agriculture, sylviculture et pêche	333 735
BZ	Industries extractives	127
CA	Fabrication de denrées alimentaires, de boissons et de produits à base de tabac	11 693
CB	Fabrication de textiles, industries de l'habillement, industrie du cuir et de la chaussure	6 744
CC	Travail du bois, industries du papier et imprimerie	13 103
CE	Industrie chimique	736
CF	Industrie pharmaceutique	274
CG	Fabrication de produits en caoutchouc et en plastique ainsi que d'autres produits minéraux non métalliques	6 826
CH	Métallurgie et fabrication de produits métalliques à l'exception des machines et des équipements	6 541
CK	Fabrication de machines et équipements n.c.a.	97
CL	Fabrication de matériels de transport	630
CM	Autres industries manufacturières ; réparation et installation de machines et d'équipements	22 292
DZ	Production et distribution d'électricité, de gaz, de vapeur et d'air conditionné	89
EZ	Production et distribution d'eau ; assainissement, gestion des déchets et dépollution	2 689
FZ	Construction	203 767
GZ	Commerce ; réparation d'automobiles et de motocycles	233 058
HZ	Transports et entreposage	39 423
IZ	Hébergement et restauration	74 112
JA	Edition, audiovisuel et diffusion	9 226
JB	Télécommunications	577
JC	Activités informatiques et services d'information	32 561
KZ	Activités financières et d'assurance	13 981
LZ	Activités immobilières	31 884
MA	Activités juridiques, comptables, de gestion, d'architecture, d'ingénierie, de contrôle et d'analyses techniques	114 990
MB	Recherche-développement scientifique	346
MC	Autres activités spécialisées, scientifiques et techniques	56 781
NZ	Activités de services administratifs et de soutien	48 926
OZ	Administration publique	1 635
PZ	Enseignement	46 709
QA	Activités pour la santé humaine	204 639
QB	Hébergement médico-social et social et action sociale sans hébergement	3 579
RZ	Arts, spectacles et activités récréatives	68 163
SZ	Autres activités de services	110 263
TZ	Activités des ménages en tant qu'employeurs ; activités indifférenciées des ménages en tant que producteurs de biens	1 195
total général		1 708 692



		198
00		2 125
AZ	Agriculture, sylviculture et pêche	9 240
CE	Industrie manufacturière, industries extractives et autres	204 293
FZ	Construction	35 188
HZ	Commerce de gros et de détail, transports, hébergement et restauration	60 063
JC	Information et communication	94 691
KZ	Activités financières et d'assurance	24 015
LZ	Activités immobilières	3 692
MA	Activités spécialisées, scientifiques et techniques et activités de services	127 903
PZ	Administration publique, enseignement, santé humaine et action sociale	80 905
SZ	Autres activités de services	14 956
total général		657 268

En conclusion la question générale dite de fin du salariat, ne semble donc pas à sa place dans le travail collectif imaginé autour du Livre Blanc, moins destiné à des analyses, qu'à la présentation de propositions positives sur fond de diagnostic assuré.

On pourrait, sur le fond, et même s'il s'agit d'un sujet assez délicat pour différentes raisons, ouvrir un débat sur le statut des ingénieurs prenant en charge les interventions de type service, particulièrement en informatique.

À défaut de leur affecter un chapitre du livre, ces sujets pourraient par contre être évoqués, avec les autres sujets, au niveau de la synthèse et du chapeau.

4 Données statistiques.

Ingénieurs diplômés actifs en 2013 : peu de travailleurs indépendants, beaucoup de salariés dans les services...

30 609	Indépendants
31 037	Employeurs
878	Aides familiaux
3 392	Intérimaires
288	Apprentis
18 342	CDD (hors Etat, coll.loc.), hors contrats aides
924	Stagiaires et contrats aides (hors Etat, coll.loc.)
496 225	Autres contrats (hors Etat, coll.loc.)
8 813	CDD (Etat, coll.loc.), hors contrats aides
66 761	Autres contrats (Etat, coll.loc.)
657 268	



11 total	1 708 692	Indépendants
12 total	1 123 916	Employeurs
13 total	122 964	Aides familiaux
21 total	502 477	Intérimaires
22 total	390 052	Apprentis
33 total	1 301 831	CDD (hors Etat, coll.loc.), hors contrats aides
34 total	208 976	Stagiaires et contrats aides (hors Etat, coll.loc.)
35 total	15 146 212	Autres contrats (hors Etat, coll.loc.)
43 total	655 389	CDD (Etat, coll.loc.), hors contrats aides
44 total	83 905	Stagiaires et contrats aides (Etat, coll.loc.)
45 total	4 509 887	Autres contrats (Etat, coll.loc.)
total	25 754 300	

Emploi global en 2013

Diplômés du supérieur à statut d'indépendants 2013

	total	165
00	total	1 091 432
40	Capacité en droit, DAEU, ESEU	total 852
41	DEUG	total 10 962
42	BTS	total 111 639
43	DUT	total 17 271
44	Diplômes paramédicaux et sociaux (niveau bac+2)	total 112 713
45	Deust, DTS, DNTS, DPECF	total 1 228
46	Autres diplômes niveau technicien supérieur	total 12 149
51	Licence	total 46 998
52	Licence professionnelle, licence IUP	total 7 394
53	Maîtrise (M1), MST, MIAGE, maîtrise IUP	total 48 559
55	Autres diplômes supérieurs (niveau bac+3 et plus)	total 59 323
61	DEA, magistères, masters recherche	total 21 357
62	DESS, masters professionnels	total 51 062
63	Ecoles d'ingénieur	total 30 609
64	Ecoles de commerce	total 13 014
71	Doctorats (sauf santé)	total 11 799
72	Doctorats de santé	total 60 166
	total	1 708 692



INSEE 2013		NAF 10 secteurs	total
AZ	Agriculture, sylviculture et pêche		363
CK	Industrie manufacturière, industries extractives et autres		42 421
FZ	Construction		2 698
GZ	Commerce de gros et de détail, transports, hébergement et restauration		21 855
JC	Information et communication		194 499
KZ	Activités financières et d'assurance		32 557
LZ	Activités immobilières		1 284
MC	Activités spécialisées, scientifiques et techniques et activités de services		49 187
PZ	Administration publique, enseignement, santé humaine et action sociale		10 345
SZ	Autres activités de services		7 104
total général			362 313

Répartition des ingénieurs et cadres informaticiens : il y a externalisation à 80 % !

Ensemble des indépendants par secteurs d'activité

INSEE 2013		NAF 38 secteurs	total	1 708 692
00			7 302	
AZ	Agriculture, sylviculture et pêche		333 735	
BZ	Industries extractives		127	
CA	Fabrication de denrées alimentaires, de boissons et de produits à base de tabac		11 693	
CB	Fabrication de textiles, industries de l'habillement, industrie du cuir et de la chaussure		6 744	
CC	Travail du bois, industries du papier et imprimerie		13 103	
CE	Industrie chimique		736	
CF	Industrie pharmaceutique		274	
CG	Fabrication de produits en caoutchouc et en plastique ainsi que d'autres produits minéraux non métalliques		6 826	
CH	Métallurgie et fabrication de produits métalliques à l'exception des machines et des équipements		6 541	
CK	Fabrication de machines et équipements n.c.a.		97	
CL	Fabrication de matériels de transport		630	
CM	Autres industries manufacturières ; réparation et installation de machines et d'équipements		22 292	
DZ	Production et distribution d'électricité, de gaz, de vapeur et d'air conditionné		89	
EZ	Production et distribution d'eau ; assainissement, gestion des déchets et dépollution		2 689	
FZ	Construction		203 767	
GZ	Commerce ; réparation d'automobiles et de motocycles		233 058	
HZ	Transports et entreposage		39 423	
IZ	Hébergement et restauration		74 112	
JA	Édition, audiovisuel et diffusion		9 226	
JB	Télécommunications		577	
JC	Activités informatiques et services d'information		32 561	
KZ	Activités financières et d'assurance		13 981	
LZ	Activités immobilières		31 884	
MA	Activités juridiques, comptables, de gestion, d'architecture, d'ingénierie, de contrôle et d'analyses techniques		114 990	
MB	Recherche-développement scientifique		346	
MC	Autres activités spécialisées, scientifiques et techniques		56 781	
NZ	Activités de services administratifs et de soutien		48 926	
OZ	Administration publique		1 635	
PZ	Enseignement		46 709	
QA	Activités pour la santé humaine		204 639	
QB	Hébergement médico-social et social et action sociale sans hébergement		3 579	
RZ	Arts, spectacles et activités récréatives		68 163	
SZ	Autres activités de services		110 263	
TZ	Activités des ménages en tant qu'employeurs ; activités indifférenciées des ménages en tant que producteurs de biens		1 195	
total général			1 708 692	

